

LÉGISLATIVES 2017

Le début des grandes manœuvres

A moins d'une année des élections législatives de 2017 et après environ trois mois d'activité politique des plus ternes, la scène politique s'éveille et s'anime. Les ténors des partis au pouvoir se mobilisent en vue du scrutin législatif, et ce, même si la nouvelle loi électorale leur ouvre un boulevard pour maintenir leurs positions dominantes au sein des institutions législatives. Quant aux partis de l'opposition, avec l'approche du scrutin de 2017 l'on observe des ruptures, dans le meilleur des cas des tensions révélatrices de divergences profondes non limitées à la seule participation ou non au scrutin, dépassant les alliances de circonstance et inscrites profondément dans le type même de projet de société que chacun véhicule.

Y compris dans les deux formations alliées du pouvoir — FLN et RND — les armes s'affûtent, l'enjeu étant d'occuper le plus grand nombre de sièges au sein de l'APN d'abord au printemps 2017, puis en octobre au sein des APC et APW. Le travail leur a été très largement facilité par le vote — en dépit d'amendements nombreux rejetés tous en bloc — de la loi portant code électoral et de la loi portant institution de l'Instance de



Ali Benflis.



Abderrezak Mokri.



Ahmed Ouyahia.



Amar Saâdani.

Photos : Samir Sid

surveillance des élections. Aujourd'hui, au sein des deux formations en concurrence le ton est donc donné et au-delà des législatives, il s'agit pour leur deux leaders — Ouyahia et Saâdani — de peser fortement dans la succession à la présidentielle, que celle-ci se déroule au terme du 4^e mandat ou qu'elle intervienne avant cette échéance. L'éclipse de Saâdani, SG du FLN, ces deux derniers mois, du terrain donne un élan supplémentaire à son concurrent du RND qui ne manque pas de réunir ses troupes et occuper, seul, sans adversaire, les chaînes de TV. Dans ce contexte, profitant de l'absence de Saâdani et voulant reconquérir un parti qui leur a été ravi avec la bénédiction du Président et de ses hommes, les bannis du FLN reviennent dans la

course, sillonnant le territoire, dans l'espoir de renverser la vapeur.

Quant aux partis de l'opposition, ils semblent, dans leur majorité, bien revenus de leur revendication essentielle, à savoir des présidentielles anticipées et un organe indépendant d'organisation et de surveillance des élections. Avec le passage en force des textes de loi et avec le durcissement des conditions d'exercice démocratique par les élus et plus globalement de l'opposition, cette dernière qui n'a jamais constitué qu'une alliance de façade, une coordination des plus improbables, se voit aujourd'hui vivre ses instants de retour à la réalité. D'élections anticipées, il n'y en aura pas et d'élections démocratiques, non plus. Il faudra faire avec, semblent dire certains membres de la Coordination

nationale des libertés, CNLTD, alors que d'autres, tels que Jil Djadid, par exemple, qui s'est retiré en juin de cette coordination, ne veut pas se départir des conditions inscrites dans la plateforme de Mazafran 1 et 2 et refuse de prendre part aux prochaines législatives. Là n'est pas la seule défection. Le parti El Islah vient de quitter le navire du «Pôle du Front du changement» présidé par Ali Benflis. Ce n'est pas le seul parti de la mouvance islamiste qui fait défection en cette phase pré-électorale. Se sentant des ailes, particulièrement solides après l'échec de la tentative de coup d'Etat en Turquie, Mokri pour qui le régime Erdogan est le modèle, a déclaré récemment que «la politique de la chaise vide ne mène à rien».

Demain (mercredi) et après de

nombreuses tentatives, les partis de l'opposition regroupés au sein de l'Instance de concertation et de suivi ICS devront se réunir au siège du RCD. A cette rencontre, le langage de vérité sera certainement de mise. Quelle position aura cette instance quant à la participation ou non aux prochaines échéances électorales. Y aura-t-il une position commune de boycott ou de participation et comment appréhende chaque membre la nouvelle donne politique nationale. Au vu de l'activisme développé par certains membres, notamment les islamistes, qui semblent déjà placer leurs pions, l'on ira plutôt vers une scission sur ce point mais aussi sur les fondamentaux et qui attestent qu'on ne peut indéfiniment rester sur des alliances de circonstance.

Khedidja Baba Ahmed

MAGISTRATURE

Louh justifie les derniers changements

Les derniers changements opérés à la tête des cours et parquets généraux font partie du «processus de la mise en marche d'un Etat de droit, tel qu'il est perçu par tout le monde, soit un et indivisible». C'est le commentaire fait par le ministre de la Justice et Garde des sceaux à la question posée au sujet des derniers changements ayant touché plusieurs cours de justice.

Abder Bettache (Alger — le Soir) - Les propos tenus par le ministre de la Justice et Garde des sceaux, M. Tayeb Louh, ont eu lieu en marge de la cérémonie portant sortie de la 24^e promotion de magistrats, à la Cour suprême, située à El Biar sur les hauteurs d'Alger. En effet, c'est en présence de plusieurs ministres, de magistrats, d'avocats que le ministre de la Justice a «validé» la sortie de la 24^e promotion d'élèves magistrats composée de 450 personnes. Sans détour, le premier responsable du département de la justice a porté à la connaissance des nouveaux magistrats que la «responsabilité du juge, qui consiste à assurer une saine application de la loi est une mission noble, lourde et pénible en même temps». «Elle vous a été attribuée en toute confiance, d'où le devoir de vous conformer aux obligations, à la charte de déontologie du magistrat qui dicte les principes du comportement neutre et intègre des magistrats ainsi que les conditions de préservation de la dignité et l'autorité du corps de la magistrature ainsi que la confiance du citoyen», a-t-il lancé en direction des jeunes et nouveaux magistrats, dont la formation au sein de l'école de la magistrature était de trois années. Poussant plus loin son argumentaire sur la question, M. Tayeb Louh dira également «qu'un pouvoir judiciaire fort est le garant d'une justice équitable, une justice à la hauteur des aspirations du justiciable, en position de faiblesse, d'accéder normalement à son droit, et ne laissant point à la personne forte la possibilité de prétendre à un droit indu». Les propos tenus par le ministre de la Justice et Garde des sceaux interviennent, faut-il le rappeler, après les deux

changements opérés tant au niveau des cours que des tribunaux. C'est dans cette optique qu'il a rappelé que «l'indépendance du pouvoir judiciaire consacré par la Constitution se matérialise, avant tout, par l'indépendance effective du juge et du degré d'application de

la loi». Selon lui, «cette indépendance se concrétisera davantage par l'acquisition de connaissances scientifiques et pratiques mieux adaptées aux règles de la pratique réelle de la profession, permettant ainsi au magistrat d'être indépendant, n'obéissant qu'à sa conscience et à la loi». Ces propos, tenus par le ministre de la Justice, s'inscrivent selon lui, «dans la réelle mise en place d'un véritable Etat de droit», d'où, dira-t-il, que «les derniers amendements introduits dans la Constitution viennent, à juste titre, renforcer la protection du magistrat de toute sortes de pressions,

d'interventions ou de manœuvres». «Dans cet esprit, et lors de l'application de la loi dans sa lettre et son esprit, le juge ne doit nullement prêter attention aux tentatives et influences qui visent sa crédibilité, même si elles émanent sous forme de droit d'opinion ou de la liberté d'expression».

Et de conclure : «Un Etat de droit, tel qu'il est perçu par tout le monde, est un et indivisible. Il ne doit pas être perçu sous un angle restreint ne permettant pas d'apprécier toute sa portée».

A. B.

SELON LES STATISTIQUES DE L'ONS

Ralentissement de la croissance au premier trimestre 2016

La reprise de certaines activités du secteur des hydrocarbures n'a pas empêché le ralentissement de la croissance en Algérie. Or, la dégringolade des prix du pétrole a tiré les activités hors hydrocarbures vers le bas.

L'Office national des statistiques (ONS) a rendu publics, hier, les chiffres sur la croissance économique en Algérie durant le premier trimestre de l'année en cours. Il en ressort un ralentissement de la croissance des activités hors hydrocarbures par rapport à la même période de 2015. Les chiffres indiquent que le taux de croissance du PIB s'était établi à 3,6% et celui des activités hors hydrocarbures à 3,8%. Comparativement à la même période de 2015 où la croissance hors hydrocarbures a atteint 5,1% -3,5% hors agriculture-, on note

un ralentissement significatif. L'ONS n'explique pas les raisons de ce ralentissement hors hydrocarbures, mais il faut rappeler que la croissance de la majorité des activités hors hydrocarbures est tirée par les investissements publics, financés plutôt par les recettes des exportations des hydrocarbures.

Ainsi et en dépit de la reprise de certaines activités du secteur des hydrocarbures, celles de raffinage et de liquéfaction —ce secteur a enregistré une croissance positive de 3,2% cette année contre -1,9% durant la même période de l'année précédente—, l'économie algérienne continue d'endurer les conséquences de la baisse des prix du pétrole. La hausse des prix de l'or noir au premier semestre de 2016 où ils ont fluctué autour des 50 dollars le baril n'a pas influé sur la machine économique rouillée hors hydrocarbures. En effet, l'ONS a précisé que «la valeur ajoutée

du secteur agricole a enregistré une croissance de 4,8% contre 6,3% au 1^{er} trimestre 2015, un ralentissement qui s'explique essentiellement par les conditions pluviométriques défavorables, alors que le PIB industriel dont la croissance s'était établie à 5% contre une hausse de 6,1% au 1^{er} trimestre 2015, n'a pas fait mieux entre les deux périodes de comparaison».

Il convient enfin de signaler que les industries agroalimentaires restent la locomotive du secteur industriel, avec une croissance de 6,8%. Par contre, c'est au commerce que l'ONS impute le ralentissement de la croissance du PIB. La baisse des importations a ramené la croissance de ce secteur de 7% au premier trimestre 2015 à 3,9% au premier trimestre de cette année. La loi de finances 2016 prévoit une croissance du PIB de 4,6%.

L. H.